

# «Cette initiative met en péril le bien-être de la population»

«PAS DE SUISSE À 10 MILLIONS»

Logement, transports, criminalité: autant de sujets sur lesquels prospère la campagne de l'UDC pour l'initiative voulant réduire l'immigration soumise au peuple mi-juin. En première ligne, le conseiller fédéral socialiste Beat Jans se montre offensif et répond point par point

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNICK CHEVILLOT ET YAN PAUCHARD, BERNE

A deux mois de la votation du 14 juin, la campagne sur l'initiative UDC dite de «durabilité» monte d'un cran. Derrière la volonté de réduire drastiquement l'immigration, le parti agrarien déroule ses thèmes de prédilection: immigration, asile, insécurité, saturation des infrastructures. Un cocktail politique bien rodé et explosif. Avec le conseiller fédéral socialiste Beat Jans comme cible privilégiée.

Le ministre chargé du Département de justice et police (DEJP) coche toutes les cases des critiques de l'UDC: trop laxiste pour les uns, dépassé pour les autres. Face aux attaques, le Bâlois contre avec des chiffres, défend la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE) et met en garde contre un projet «radical» aux conséquences négatives très concrètes.

Mais la bataille n'est pas seulement politique, elle est aussi personnelle. A mesure que la campagne se durcit, une question s'est installée en coulisses: Beat Jans est-il l'homme de la situation? Lui assure ne pas esquiver et promet d'aller au contact, y compris là où le terrain lui est le moins favorable. Entretien.

**L'initiative qui veut limiter la population à 10 millions d'habitants, dite de «durabilité», rencontre un écho important. Est-ce le signe que la politique actuelle n'a pas su rassurer une partie de la population, notamment sur la crise du logement ou sur la saturation des transports?** Tout d'abord, il faut dire clairement qu'il s'agit ici d'un texte constitutionnel. Et il est radical. Il propose un pla-

fonnement de la population, expérience qu'aucun pays au monde n'a encore tentée. Il exprime aussi des objectifs qui menacent concrètement le bien-être de la population suisse, de chacune et chacun d'entre nous. Dans ce sens, il faut simplement montrer concrètement ce que cette initiative implique. C'est le plus important.

**Justement, quelles conséquences pour le logement, les infrastructures, les transports?** L'initiative ne donne aucune réponse utile aux défis de la croissance démographique. Elle ne crée pas de places dans les trains et elle ne rend pas les logements plus abordables. Je pense même que, dans certains cas, c'est le contraire. Cela dit, ces problèmes sont réels, et nous devons les affronter ensemble – la Confédération, les cantons et les communes – avec des solutions concrètes et non des promesses vides.

**«Ce texte ne donne aucune réponse utile aux défis de la croissance démographique»**

**Alors, quelles sont les solutions concrètes proposées par le Conseil fédéral concernant le logement et les infrastructures?** Concernant le logement, le Conseil fédéral a proposé deux mesures d'accompagnement. D'une part, augmenter le fonds de roulement [instrument fédéral destiné à soutenir la construction

de logements d'utilité publique, notamment via des prêts à taux préférentiel pour des coopératives, ndlr] afin que davantage de logements abordables puissent être construits. D'autre part, durcir la Lex Koller pour rendre plus difficile l'accès des investisseurs étrangers au marché immobilier suisse.

Concernant les infrastructures, la Confédération investit chaque année, de manière importante, pour les routes et le rail, notamment en Suisse romande. A titre d'exemple, on peut citer des projets comme le tunnel ferroviaire entre Morges et Perroy, la liaison directe entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, ou encore l'extension de la gare de Genève Cornavin. C'est ainsi que nous faisons face aux défis liés à la croissance démographique.

**Au-delà des chiffres, quel modèle de Suisse défendez-vous face à cette initiative?** L'initiative veut complètement fermer le pays. Le plafonnement est absolu: une fois les 10 millions d'habitants atteints, plus aucune immigration ne sera possible. C'est une exigence extrême, qui ne laisse aucune flexibilité. La Suisse serait alors comme un parking complet: n'y entrerait une nouvelle voiture que lorsqu'une place se libérerait. C'est absurde, d'autant plus qu'à long terme, l'évolution démographique est incertaine. Certains spécialistes estiment que la Suisse pourrait même

connaître un recul du nombre de ses habitants. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la population vieillit rapidement. Le nombre de personnes de plus de 80 ans va doubler d'ici à 2050. Et nous faisons face à une vague de départs à la retraite, notamment dans le secteur de la santé. C'est pour-

quoi cette initiative, qui veut réduire immédiatement l'immigration d'environ 40 000 personnes par an, est dangereuse. Elle met en péril le bien-être de la population. Compte tenu de la pénurie de personnel dans le secteur de la santé, on pourrait même dire qu'elle est dangereuse pour la santé du pays.

**Si vous pouviez choisir, à quoi devrait ressembler la Suisse à l'avenir?** Je veux que les gens dans ce pays aient une bonne qualité de vie, qu'ils aient confiance dans leur prévoyance vieillesse, qu'ils bénéficient de soins et d'une médecine de bonne qualité, que les chantiers fonctionnent et que les PME puissent continuer à recruter du personnel qualifié. C'est pour cela que je m'engage. Avec cette initiative, tout cela est menacé.

**Si les étrangers ne peuvent plus venir s'établir en Suisse, cela risque également de faire augmenter la part des frontaliers...** Ils ne sont effectivement pas directement concernés par le texte de l'initiative. Il existe dès lors une possibilité que les entreprises se tournent davantage vers eux si l'immigration est restreinte, ce qui pourrait aggraver les problèmes de trafic routier.

**L'initiative pourrait-elle également avoir un impact sur les Suisses établis**

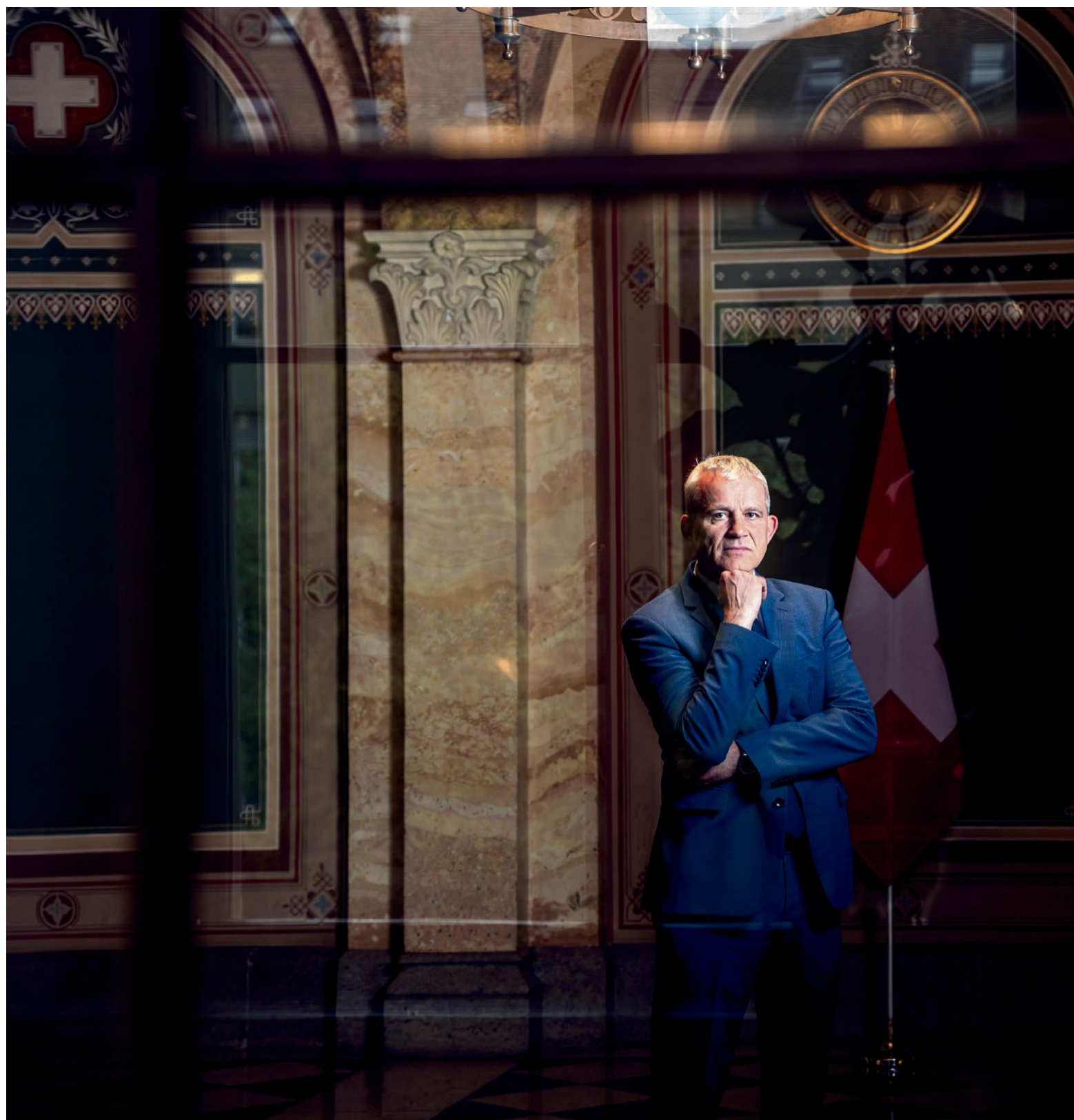
**dans l'Union européenne?** L'accord sur la libre circulation des personnes garantit aussi des droits aux Suisses à l'étranger. Environ un demi-million de nos ressortissants vivent actuellement dans l'UE. Leur sécurité juridique serait mise en danger si cet accord était remis en cause.

**Comprenez-vous le sentiment de perte de contrôle exprimé par une partie de la population en termes d'immigration?** La perte de contrôle surviendrait au contraire si cette initiative était acceptée. Elle met en danger la voie bilatérale et attaque des accords essentiels comme Schengen et Dublin. Sans ces accords, nos polices perdraient l'accès aux bases de données européennes et ne pourraient plus coopérer efficacement avec leurs par-

tenaires. Elles deviendraient en quelque sorte «aveugles». De plus, sans Dublin, la Suisse deviendrait une île en matière d'asile. Les demandes d'asile augmenteraient alors fortement.

**Avez-vous une idée de l'ampleur de cette augmentation?** Il est impossible de donner des chiffres précis. Mais aujourd'hui, grâce au système Dublin, nous pouvons renvoyer deux fois plus de personnes que nous n'en acceptons. Si l'initiative était acceptée, on ne sait pas combien de personnes viendraient en Suisse, mais on sait qu'il y a chaque année des centaines de milliers de requérants déboutés en Europe.

**Les cantons tirent pourtant la sonnette d'alarme sur la capacité d'accueil dans ce domaine de l'asile. Le**

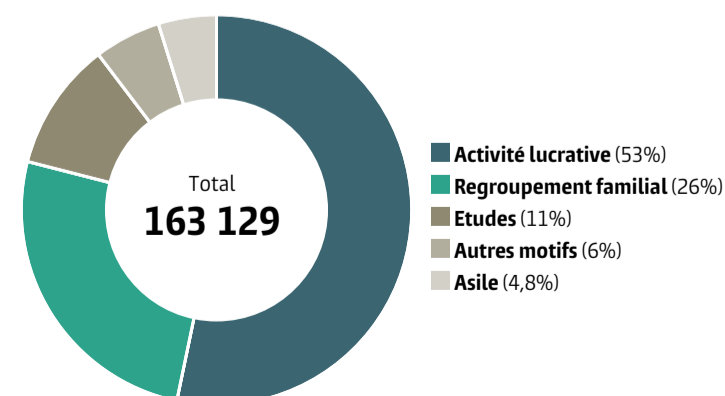


Beat Jans: «Ma mission est de préserver la démocratie, l'Etat de droit et la liberté pour les générations futures. Pour cela, nous avons besoin d'alliés, notamment l'Union européenne, qui

## INTERVIEW

### LE TRAVAIL, PRINCIPAL MOTIF D'IMMIGRATION

Répartition par motifs d'entrée de la population résidente permanente étrangère au cours des douze derniers mois\*.



\* Du 1er février 2025 au 31 janvier 2026  
Graphique: @duc\_qn | Source: Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)



est un de nos partenaires les plus fiables.» (BERNE, 13 AVRIL 2026/DAVID WAGNIÈRES/LE TEMPS)

système est-il proche de la saturation? 14% de l'immigration des dix dernières années relèvent du domaine de l'asile. Et le système a effectivement atteint ses limites après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. Mais la situation s'est améliorée depuis: les demandes diminuent depuis trois ans, les procédures ont été accélérées. Pour les dossiers en attente, nous sommes passés de 10 000 à environ 2000, soit au-delà de l'objectif fixé. De plus, nous espérons ne plus avoir aucun retard d'ici à la fin de l'année. Nous travaillons aussi à réduire les abus, notamment en étant plus stricts envers les requérants d'asile criminels.

**Malgré ces avancées, le sentiment d'insécurité et de saturation augmente dans le pays. Est-ce un réel problème ou une simple perception de la part de la population?** Les problèmes, notamment liés à la criminalité transfrontalière, sont réels. Et nous devons renforcer la coopération policière internationale. Raison pour laquelle, le Conseil fédéral a adopté au mois de décembre dernier une stratégie contre la criminalité organisée, incluant la lutte contre le trafic de drogue, d'armes, la traite d'êtres humains et le blanchiment d'argent.

**Quelles mesures concrètes sont prévues?** Un plan d'action national sera mis en place dès cette année et sera, à terme, suivi de modifications législatives. Nous étudions notamment la possibilité d'inverser le fardeau de la preuve pour les comptes bancaires suspects ou bloqués, afin de mieux lutter contre le blanchiment d'argent.

L'idée est la suivante: ce sera au propriétaire d'un compte suspect de faire la preuve de sa conformité. Aujourd'hui, c'est aux banques et aux autorités de faire la preuve de manquements à la réglementation.

## «Aujourd'hui, grâce au système Dublin, nous pouvons renvoyer deux fois plus de personnes que nous n'en acceptons»

**Certains observateurs estiment que ces sujets – initiative de l'UDC, immigration, asile, sécurité – nécessitent un leadership particulièrement fort. Avez-vous le sentiment d'être l'homme de la situation?** Exercer le leadership fait partie de ma fonction. Si tel n'était pas le cas, je ne serais pas devenu conseiller fédéral. Ma manière d'exercer mon leadership passe par l'écoute, le dialogue et l'élaboration de compromis. Pour ce qui est de l'initiative UDC, je suis déterminé à informer la population sur ses conséquences.

**Serez-vous le seul membre du gouvernement au front et à subir la pression?** Non, le Conseil fédéral est clairement opposé à cette initiative. Et le président de la Confédération, Guy Parmelin, s'est déjà exprimé contre ce projet. D'autres

## SUR LE WEB

### «Pas de Suisse à 10 millions!»: que disent les chiffres?

Alors que l'initiative de l'UDC pourrait imposer des restrictions migratoires dès 2031, les statistiques révèlent un décalage entre les leviers d'action proposés et les réalités de l'immigration.

Retrouvez l'article et tous les graphiques de notre journaliste Duc-Quang Nguyen en scannant ce code QR:



membres du collège devraient également s'engager sur ce dossier. Pour ce qui est de la pression, elle n'est pas plus forte que ce que j'avais prévu. Je me sens à ma place et j'exerce ma fonction avec conviction!

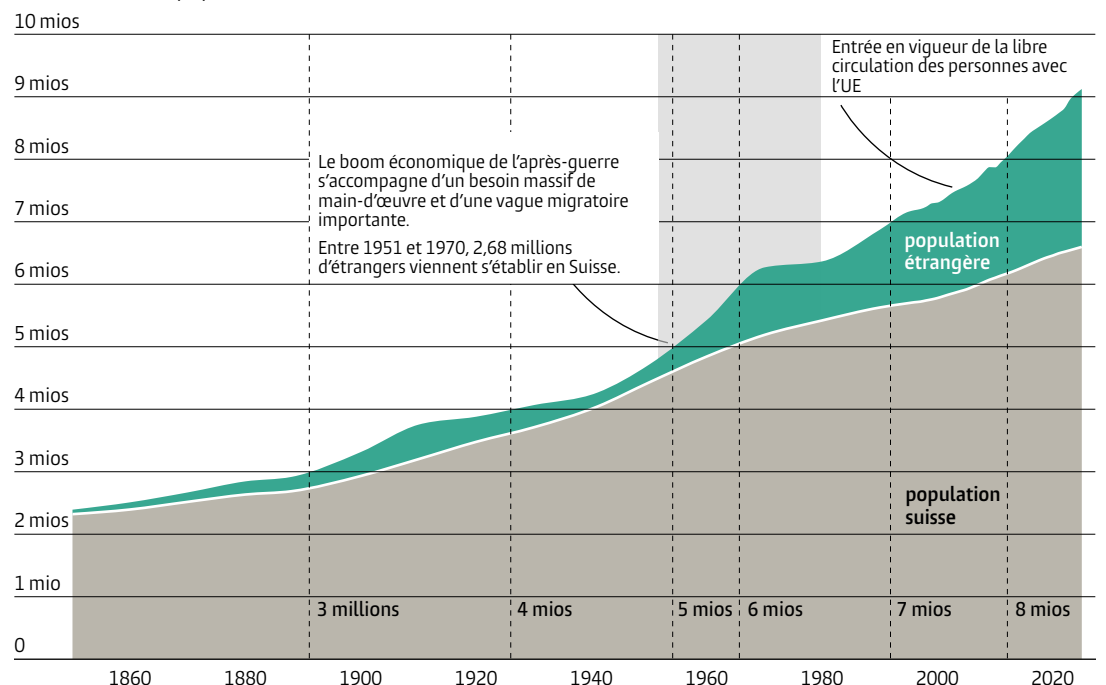
**Vous êtes un citoyen de gauche, comment allez-vous convaincre les habitants des régions plus conservatrices de l'aspect trop radical de l'initiative UDC?** En fait, je pense que cette initiative touchera encore plus les régions périphériques que les grands centres urbains. Ces derniers trouveront toujours un moyen de recruter la main-d'œuvre dont ils ont besoin, quitte à recruter dans les régions excentrées. Ce qui affaiblirait encore davantage leur vitalité. Prenons un exemple: si le personnel des services d'aide et de soins à domicile nécessaire dans les agglomérations est recruté dans les régions périphériques, qui occupera ces emplois à la montagne, dans les villages, à la campagne?

### Quelle est aujourd'hui votre principale préoccupation pour la Suisse?

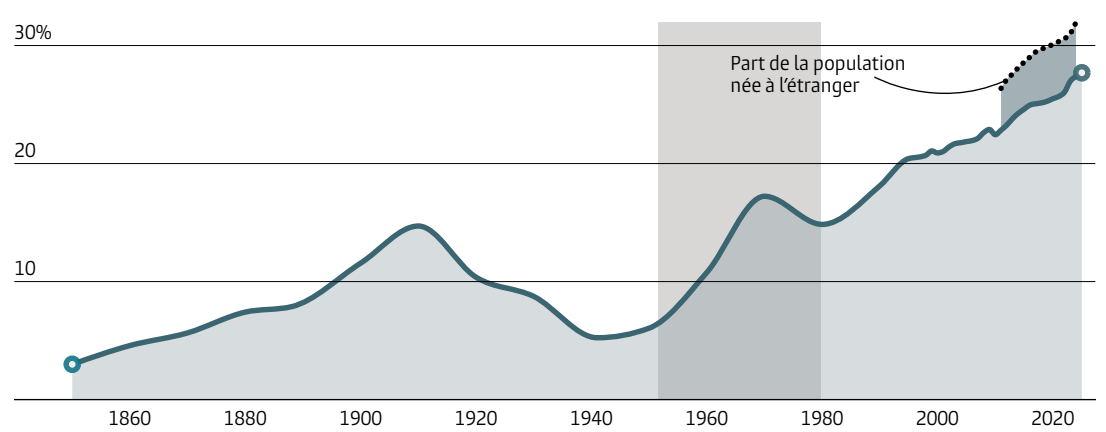
Je suis préoccupé par l'évolution du monde et les menaces qui pèsent sur la démocratie, l'Etat de droit et la liberté. Trois valeurs remises en question par des régimes autoritaires. Je considère comme ma mission de préserver ces valeurs pour les générations futures. Pour cela, nous avons besoin d'alliés, notamment l'Union européenne, qui est un de nos partenaires les plus fiables. C'est pourquoi il est totalement erroné de remettre en cause la voie bilatérale, comme le propose cette initiative. ■

## UNE CROISSANCE ININTERROMPUE DEPUIS 175 ANS

Nationalité de la population résidente en Suisse de 1850 à 2025



Proportion de la population étrangère en Suisse



Graphique: @duc\_qn | Source: OFS